



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

Gestion du contentieux électoral en guinée : état du droit et suggestions d'amélioration du cadre juridique électoral


El Hadj Moussa DIOP

Conakry, 22 février 2023



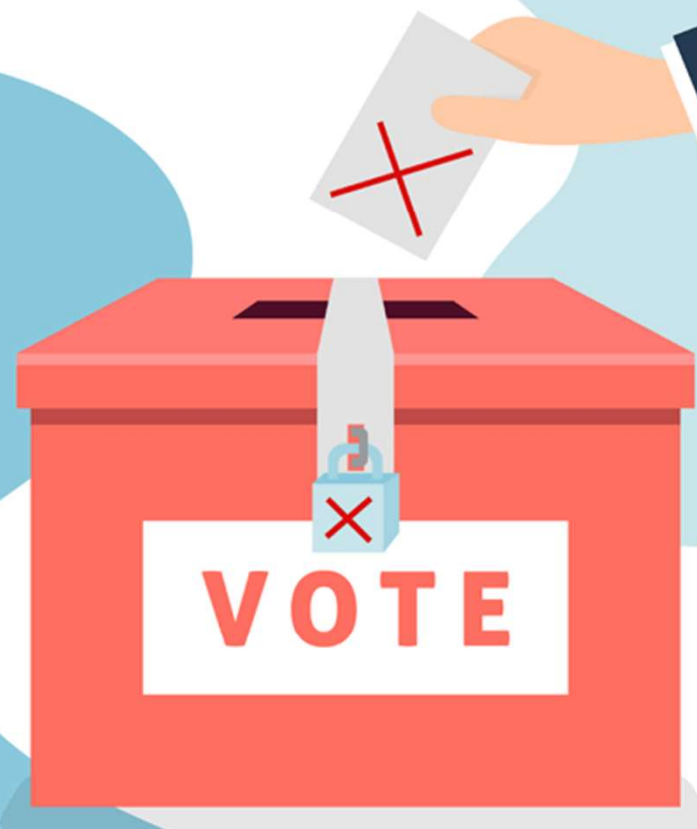
Introduction



- Le contentieux électoral se définit comme la branche du droit qui traite des litiges relatifs au processus électoral.
 - Le juge électoral reste et demeure le garant de la sincérité et de la régularité des opérations électorales et des résultats qui en seront issus.
 - En effet, la phase contentieuse du processus électoral symbolisée par l'accès à la justice électorale est un gage de protection des droits et d'acceptation de l'issue du scrutin par les parties prenantes.
- 

Acteurs du contentieux en guinée

Contentieux de inscription sur les listes électorales	CAERLE et TPI
Contentieux relatif aux candidatures	Cour Constitutionnelle
Contentieux relatif a la campagne électorale:	HAC/ CC
Contentieux relatif aux operations de vote et comptage	CENI / CACV
Contentieux relatif aux resultats	Cour Constitutionnelle
Crime (pénal)	Ministère public, la police et les cours I



Cadre juridique en Guinée

Le cadre juridique des règles d'origine interne des règles d'origine internationale

Règles d'origine interne: Il est constitué entres autres:

- La Constitution
- Le Code électoral
- Le code de bonne conduite des partis politique

Etc.

Contentieux des Listes Electorales

Tout électeur dont la demande d'inscription ou de radiation a fait l'objet d'un **rejet** ou dont le nom a été **omis**, peut présenter ses contestations contre la décision prise par la CAERLE par un **recours administratif préalable**, à peine d'irrecevabilité du **recours judiciaire**.

RECOURS ADMINISTRATIF PREALABLE

Un électeur dont l'inscription est refusée par décision **motivée** de la CAERLE doit en être informé dans un délai de **trois (3) jours ouvrables**, lui permettant de se défendre devant la **Commission administrative**.

S'il n'a pas gain de cause lors de son recours administratif devant la CAERLE, l'électeur pourra exercer un **recours judiciaire**.

Contentieux des Listes Electorales

RECOURS JUDICIAIRE

Ce recours judiciaire devant le Président du Tribunal de Première Instance (TPI) (ou *le juge de paix si le TPI n'a pas encore été créé*) du citoyen contre les décisions de refus d'inscription ou de radiation de la CAERLE, devra être formulé dans un délai de quinze (15) jours en période de révision ordinaire ; ce délai est réduit à huit (8) jours en cas de révision exceptionnelle des listes électorales à partir de la décision de la décision de la CAERLE.

Les Candidats(es): Eligibilité

Conditions de candidature

- Avoir la nationalité guinéenne ;
- Jouir de ses droits civils et politiques ;
- Être en bonne santé ;
- Justifier d'un parrainage ;
- Être investi par un parti politique légalement reconnu ;
- Le dossier de candidature doit être accompagné des pièces suivantes :
- Un certificat médical délivré par le corps des experts de Cour Constitutionnelle ;
- La preuve du paiement de la caution.

Dépôt de Candidature

Délai de dépôt et
publication de la liste
de candidature

- Le dépôt de candidature se fait au Greffe de la Cour Constitutionnelle, 40 jours au moins et 60 jours au plus avant la date du scrutin.
- Toute candidature qui ne remplit pas ces conditions est rejetée par la Cour Constitutionnelle qui arrête et publie la liste de candidatures trente neuf jours avant la scrutin

Rejet des candidatures

Situations pouvant justifier le rejet de candidatures

- Les personnes n'ayant pas la nationalité guinéenne ;
- Les militaires et assimilés ;
- Les interdits judiciaires ;
- Les personnes sous tutelle et sous curatelle ;
- Le non paiement de la caution ;
- Les personnes n'étant pas présentées par un parti politique légalement constitué.

Contentieux des candidatures

- Trente-neuf jours avant le scrutin, la Cour constitutionnelle **arrête** et **publie** la liste des candidats ayant rempli les conditions requises pour être candidat à la présidentielle
- L'arrêt de la Cour Constitutionnelle d'invalidier une candidature est **insusceptible de recours**.

Contentieux: Campagne Electorale

Contentieux de la campagne

Le Code Electoral prévoit une double compétence lors des violations de règles régissant la campagne et commises pendant cette période:

- Compétence de la Haute Autorité de la Communication (HAC) ;
- Compétence de la Cour Constitutionnelle.

Compétences de la HAC

Types de Violations

- Violation du temps de campagne imparti
- Action de propagande le jour du scrutin devant le bureau de vote
- Destruction de matériels de campagne d'un candidat opposé (affiches)
- Affichage abusive non conforme à l'arrêt municipal
- Etc.

Pouvoir de HAC

Pouvoir de sanctions
de la HAC en cas de
violation des règles
de campagne

En cas de violations attestées, la HAC dispose du pouvoir de prononcer des avertissements, d'ordonner des mises en demeure, de suspendre ou d'arrêter un programme.

Les décisions de la HAC sont susceptibles d'appel devant la Cour Constitutionnelle.

Saisine de la Cour Constitutionnelle

- Violations pouvant intéresser la Cour Constitutionnelle en période de campagne:
 - Une action de propagande le jour du scrutin devant le bureau de vote; La destruction de matériels de campagne d'un candidat (affiches) etc.
- Saisine:
 - La HAC adresse des recommandations aux autorités compétentes et peut, de même que la CENI, saisir la Cour Constitutionnelle en cas de non-respect des règles de la campagne.
 - La Cour peut également s'autosaisir elle même.

Pouvoir de la Cour Constitutionnelle

- Pour toute atteinte par une émission de campagne au caractère républicain, laïc et démocratique de l'Etat, , ou pour toute atteinte à l'ordre public, la Cour peut suspendre la diffusion de l'émission dans les 24 heures de sa réalisation mais elle est tenue de prendre une décision dans les 48 heures.
- Pour les autres types de violations mentionnées, la Cour peut ordonner l'arrêt de la violation ou prescrire des mesures correctives, tels que l'enlèvement des affiches de campagnes illégales.

Contentieux : Opérations de Vote, Centralisation et Résultats Provisaires

Opérations de Vote et Centralisation

- Tout candidat ou son représentant dûment habilité, a le droit de contrôler toutes les opérations de vote (de dépouillement des bulletins et des décomptes des voix).
- Il peut faire inscrire au procès verbal toutes observations ou contestation sur le déroulement des dites opérations.

Opérations de Vote et Centralisation

Comment gérer le
contentieux des
bureaux de vote ?

- Au près des bureaux de votes lors des opérations de vote
- Le bureau de vote doit apporter des mesures à la violation et en cas de désaccord entre ses membres, passer au vote à une majorité simple

Opérations de Vote et Centralisation

Comment gérer le contentieux de la centralisation ?

- Examiner le procès-verbal en vérifiant que les calculs sont bien faits et est signé ou pas par tous les membres du bureau de vote ;
- Si le procès-verbal est conforme, procéder à la validation.
- Si le procès-verbal du bureau de vote n'est pas conforme, l'écarter et en faire mention dans le procès-verbal de centralisation.

Résultats Provisaires

Proclamation des
résultats provisoires
par le Président de la
CENI

Dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la réception du dernier Procès-verbal des CACV, le Président de la CENI proclame la totalisation globale des résultats provisoires.

Résultats Provisoires

Proclamation des résultats provisoires par le Président de la CENI:

- Dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de la réception du dernier Procès-verbal des CACV, le Président de la CENI proclame la totalisation globale des résultats provisoires.

Transmission des résultats par le Président de la CENI

- Trois (3) jours après la proclamation des résultats provisoires, le Président de la CENI transmet le procès-verbal du recensement général des votes à la Cour Constitutionnelle.

Conteneux des Résultats

Contestations?

Absence de contestations:

Après le dépôt, par la CENI des résultats provisoire, si aucune contestation relative à la régularité des opérations électorales n'a été déposée par l'un des candidats au greffe de la cour constitutionnelle dans les huit (8) jours qui suivent le jour où la première totalisation a été rendue publique, la cour constitutionnelle proclame élu le président de la République.

Contestations:

Toute contestation

- est faite par **requête** contenant des arguments de faits et de droit et
- doit être déposée au greffe de la Cour Constitutionnelle dans un délai de huit (8) jours précité.

Types d'irrégularités

Ce contentieux porte généralement sur:

- L'absence de bulletins de vote d'un ou de plusieurs candidats ;
- L'absence d'isoloirs ou le dépouillement à huis clos;
- Les erreurs de comptage de bulletins de vote ;
- Les irrégularités de liste d'émargement et bulletins de vote;
- Etc.

Conditions de la Requête

- La requête est déposée au greffe de la cour constitutionnelle.
- Sous peine d'irrecevabilité, la requête doit préciser les faits et moyens allégués et respecter les délais de dépôt.
- La requête est Communiquée par le Greffier en Chef de la Cour Constitutionnelle aux autres candidats intéressés, qui disposent d'un délai maximum de quarante-huit (48) heures pour déposer un mémoire en réponse.

En cas de contestations, la cour constitutionnelle examine les requêtes formulées avant de proclamer les résultats définitifs.

Charge de la preuve

Un principe directeur dans le traitement des contentieux électoraux est l'instauration de règles de preuve connues et codifiées et d'une charge de la preuve raisonnable compte tenu des parties en présence.

Ces directives doivent être établies bien avant la soumission de la requête afin que les parties impliquées soient informées et comprennent raisonnablement ce qui sera demandé à chaque partie pour résoudre le problème.

Types de preuve: procès verbal, témoignages, documents officiels, rapport des délégués de la cour constitutionnelle, photos ou vidéos.

Éléments à prouver

Distinction Fraude et Irrégularité

Fraude électorale: des actes répréhensibles délibérés de la part des fonctionnaires électoraux ou d'autres acteurs électoraux, ce qui fausse la volonté individuelle ou collective des électeurs.

L'irrégularité électorale: violation par un professionnel des élections de son devoir de diligence, résultant de la négligence. Cela s'apparente au concept de faute professionnelle.

Pouvoir du juge constitutionnel

Pouvoir de Confirmation des résultats provisoires

Il confirme l'élection s'il estime que les faits allégués ne sont pas établis ou qu'ils ne sont pas de nature à modifier le résultat malgré l'existence d'irrégularités dans le déroulement des opérations électorales.

Annulation des résultats provisoires

Il peut aussi procéder à l'annulation de l'élection lorsqu'il estime que les faits constatés ont eu sur le résultat une incidence telle que celui-ci ne traduit plus exactement la volonté du corps électoral.

Pouvoir de rectification des résultats provisoires

Il peut, reformer les résultats tels que proclamés ou transmis par la CENI. Cette modification des résultats peut conduire à proclamer un candidat élu à la place d'un autre ou modifier l'ordre de classement des candidats.

Le juge a un pouvoir juridictionnel de rectification et d'inversion des résultats même s'il ne l'exerce que rarement. Cela s'explique peut-être par la spécificité du contentieux électoral.

Pouvoir du juge constitutionnel

Le juge a un pouvoir juridictionnel de rectification et d'inversion des résultats même s'il ne l'exerce que rarement. Cela s'explique peut-être par la spécificité du contentieux électoral.

Au-delà des compétences lui permettant de confirmer, d'infirmer ou de modifier les résultats, le juge électoral doit jouer aussi un rôle pédagogique permettant à l'ensemble des acteurs de comprendre comment déposer une requête et les pouvoirs impartis aux différentes institutions, mais aussi toute la technicité du processus électoral.

Recommandations

1

Clarifier les Critères

Clarifier des critères et motivations objectifs d'écarter des PV par les CACV, ainsi que l'affichage des listes des PV écartés et des motivations y afférentes.

2

Charge de la preuve

Codifier la charge de la preuves et l'admissibilité de la preuve pour la CENI et le TPI et la CC

Recommandations

3

Remontée des résultats et preuve

Destiner un exemplaire du procès-verbal des résultats de chaque BV à la Cour Constitutionnel (un des deux exemplaires actuellement destinés aux CECI, CESPI ou CEPI, même par décision de la CENI, si non par amendement du Code).

4

Observation

Réviser le Code électoral par l'encadrement de l'observation électorale

Recommandations

5

Règlementation

Compléter le Code électoral par une partie réglementaire

6

Inéligibilités droit de vote

Harmoniser les incapacités d'être électeur avec les normes et la jurisprudence des organes des traités des droits de l'homme et des droits des personnes vivant avec handicap

Recommandations

7

Formation et Education

Assurer une formation des acteurs électoraux, les membres de OGE et aussi des juges sur le processus et contentieux électoral et s'assurer du développement de brochures et manuels à destination des électeurs, des candidats et parties sur le contentieux.

8

Accès à la justice décentralisé

Mettre en place des mécanismes efficaces de justice alternative de résolution de violations électorales tels que la médiation et la conciliation, tout en s'assurant que cela demeure complémentaire aux mécanismes formelles de contentieux

Mettre en place une possibilité de déposer une requête de façon décentralisée



**Je vous remercie de votre
attention**